



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

N° DE MARCHÉ

2	0	2	4	-	5	1	0
---	---	---	---	---	---	---	---

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(CCP)

OBJET : FOURNITURE (ACHAT PAR L'ÉTABLISSEMENT) ET LIVRAISON DE PETITES FOURNITURES DE BUREAU, DE MATÉRIELS ET DE MOBILIERS DE BUREAU POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

TITULAIRE :

Le présent CCP est composé de seize (16) pages.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

AQUARIUM TROPICAL

293, avenue Daumesnil • 75012 Paris • T + 33 1 53 59 58 60 • F+ 33 1 53 59 58 66 • palais-portedoree.fr

SIRET 130 002 728 00017 • APE 9103 Z

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATION DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES FOURNITURES OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX – RÉVISION

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES

ARTICLE 7 : MODALITÉS ET DÉLAIS DE LIVRAISON

ARTICLE 8 : CONDITIONS, MODALITÉS ET DÉLAIS DE LIVRAISON

ARTICLE 9 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

ARTICLE 11 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

ARTICLE 12 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 14 : GARANTIE

ARTICLE 15 : RÉSILIATION

ARTICLE 16 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

ARTICLE 17 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

ARTICLE 18 : DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ – DÉVELOPPEMENT DURABLE

ARTICLE 19 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

ARTICLE 20 : DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire la fourniture (achat par l'Établissement) et la livraison de petites fournitures de bureau, de matériels et de mobiliers de bureau pour répondre aux besoins de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement »).

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

2.1 – Pour l'Établissement

La responsabilité technique du suivi d'exécution du présent marché est assurée par la Direction du bâtiment et de la programmation culturelle, représentée par Monsieur Christophe BOGAERT, en sa qualité de chef du service de l'immobilier et la maintenance (☎ : 01 44 74 85 22 – christophe.bogaert@palais-portedoree.fr).

2.2 – Pour le titulaire

2.2.1 – Désignation d'un responsable du suivi d'exécution

Dès la notification du marché (et dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires à compter de cette notification), le titulaire du présent marché s'engage à désigner et communiquer à l'Établissement les coordonnées (en particulier le nom, un numéro de téléphone et une adresse de courriel) d'une personne physique spécifiquement chargée du suivi de l'exécution des prestations relevant du présent marché. Cette personne sera également chargée de représenter le titulaire auprès de l'Établissement pendant toute la durée d'exécution du marché.

Ce responsable sera le seul interlocuteur de l'Établissement pour ce qui concerne l'exécution des prestations. Il devra rendre compte immédiatement au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, oralement et par écrit, de tout incident survenu durant l'exécution des prestations.

Ce responsable sera placé sous l'autorité administrative du représentant de l'Établissement visé au point 2.1 ci-dessus et sous l'autorité hiérarchique unique et exclusive du titulaire, en sa qualité d'employeur.

En outre, ce responsable assurera la coordination, la gestion et l'organisation des prestations objet du présent marché ainsi que le contrôle de la qualité de réalisation de celles-ci.

Enfin, il sera tenu de notifier sans délai à l'Établissement les modifications pouvant survenir au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteront :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire,
- À la forme juridique sous laquelle le titulaire exerce son activité,
- À la raison sociale ou à la dénomination du titulaire,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires qui seraient modifiées,
- Aux renseignements que le titulaire a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Aux éventuels décisions et jugements de placement de la société du titulaire en redressement ou liquidation judiciaire,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de sa société pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.2.2 – Remplacement

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, en cas d'absence du responsable technique, le titulaire désignera dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, par écrit, une autre personne physique pour le remplacer, de qualification identique.

L'Établissement aura la possibilité de ne pas accepter le remplaçant proposé dans un délai maximum de quinze (15) jours après sa désignation. Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer un autre remplaçant, dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

L'absence de désignation d'un responsable technique par le titulaire dans les délais visés au présent article 2.2 sera susceptible de faire l'objet d'une pénalité financière à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ

3.1 – Durée du marché

3.1.1. Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire pour une durée ferme totale de trente-six (36) mois.

3.1.2. Un marché complémentaire de fournitures pourra être passé par l'Établissement avec le titulaire sans nouvelle mise en concurrence dans des conditions fixées par l'article R. 2122-4, 1° du code de la commande publique (livraisons complémentaires exécutées par le titulaire initial qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes lorsque le changement de titulaire obligerait l'Établissement à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. La durée totale maximale de ce marché complémentaire ne saurait excéder trois (3) ans, reconductions éventuelles comprises).

3.1.3. Le présent marché pourra être dénoncé à tout moment par l'Établissement, sur décision motivée et dûment notifiée au titulaire, en respectant un délai de préavis de quatre (4) mois.

3.2 – Modification du marché

Conformément à l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, soit lorsque :

- Les modifications auront été prévues dans les documents du présent marché ;
- Des travaux, fournitures ou services supplémentaires seront devenus nécessaires ;
- Les modifications seront rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substituera au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne seront pas substantielles ;
- Les modifications seront de faible montant.

La ou les modifications seront à formaliser par voie d'avenant signé entre les parties.

En l'espèce, une clause de réexamen pour des modifications au marché pourra notamment intervenir sur les éléments ou événements suivants (sans que le titulaire ne puisse s'y opposer) : les parties examineront ensemble les conséquences, notamment financières, de la survenance de circonstances imprévisibles qui ont pour effet de dégrader de façon significative les conditions d'exécution du marché, notamment en cas d'augmentation significative du coût des matières premières composant les fournitures (pour ce qui concerne le papier notamment).

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES FOURNITURES ET PRESTATIONS OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande portant sur la fourniture (achat par l'Établissement) et la livraison de tous types de petites fournitures de bureau, de matériels et de mobiliers de bureau pour répondre aux besoins de l'Établissement.

Les principales fournitures concernées et leurs caractéristiques techniques et/ou fonctionnelles sont détaillées au bordereau des prix unitaires (BPU), sans que cette liste soit exhaustive.

ARTICLE 5 : CONTRAINTES, PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1 – Fournitures et matériels de bureau

Toutes les fournitures et petits matériels de bureau tels que visés au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement du marché et/ou toutes fournitures qui seraient commandés en dehors du BPU du marché, pourront être neufs ou reconditionnés et recyclés et/ou encore issus du réemploi, pour répondre aux besoins de l'Établissement dans des conditions optimales d'utilisation.

Dans le bordereau des prix unitaires (BPU) ayant valeur de détail quantitatif estimatif (DQE), annexé à l'acte d'engagement du présent marché, différentes gammes de produits sont possibles. Chaque item indiqué dans le BPU ne devra avoir été chiffré qu'une seule fois, dans la gamme (colonne) choisie librement par le titulaire (cf. mention expressément indiquée dans le BPU).

5.2 – Mobiliers de bureau

Les mobiliers de bureau tels que visés au BPU d marché seront exclusivement reconditionnés, issu de réemploi ou neuf composés au minimum 20 % de matières recyclées tels que les caissons, armoires de bureau, bureaux, fauteuils de travail, etc., sans que cette liste ne soit exhaustive.

Le titulaire étant un professionnel, il s'engage à respecter expressément toutes les normes tant législatives que réglementaires régissant ce type de fournitures principalement au niveau de la sécurité contre les risques incendie et tout autre risque lié

5.3 – Fourniture de papier

Pour ce qui concerne plus particulièrement la fourniture de papier destiné à la reprographie, celui-ci devra répondre aux normes et conditions d'un écolabel européen et PEFC « ou équivalent ». Le papier proposé sera multifonction et devra être compatible avec des imprimantes laser.

Le papier recyclé pourra être proposé sous réserve pour le titulaire d'avoir fait la présentation complète de son procédé de recyclage dans son mémoire technique.

5.4 – Dispositions communes à toutes les fournitures

Les produits, petites fournitures, matériels et mobiliers de bureau devront être livrés, correctement conditionnés et adressés nominativement au représentant de l'Établissement tel que désigné à l'article 2.1 ci-avant.

Le conditionnement devra être résistant, opaque ou non et étanche afin de garantir une bonne conservation des produits et fournitures. Il pourra être constitué de matière et/ou matériaux issus du réemploi et du recyclage, sous réserve pour le titulaire d'en faire la présentation complète de son procédé de réemploi/recyclage dans son mémoire technique.

Toutes les fournitures devront être conformes à la législation et la réglementation en vigueur ainsi qu'aux prescriptions techniques édictées en la matière.

ARTICLE 6 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX – RÉVISION

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres, soit le mois de **février 2025 (mois « M0 »)**.

6.1 – Détermination des prix

Le montant de la part à commande sera déterminé par l'application des prix indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) du marché aux prestations commandées par l'Établissement et réellement exécutées par le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 ci-après, des devis pourront être demandés au titulaire par l'Établissement pour la réalisation de prestations ne figurant pas au BPU.

6.2 – Contenu des prix

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais éventuels afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison des fournitures et matériels qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

De façon générale, les prix comprennent :

- Toutes les charges énumérées à l'article 10 du CCAG/FCS,
- L'outillage à main nécessaire à des professionnels,
- L'équipement de sécurité réglementaire éventuellement nécessaire (gants, chaussures, casques, harnais notamment), et les vêtements de travail éventuels,
- Les frais de déplacement sur le site de l'Établissement, de livraison et transport aller/retour, d'entretien, de dépannages, les frais de réparations, de contrôles réglementaires et les assurances des matériels fournis par le titulaire,
- Toutes les sujétions et en particulier les frais d'amenée et de repli du matériel,
- Et de façon générale, tout ce qui concourt à la qualité d'exécution des prestations objet du présent marché.

6.3 – Révision des prix

6.3.1 – Révision des prix issus du bordereau des prix unitaires (BPU)

Les prix seront fermes pour la première période annuelle du marché à compter de la date de sa notification.

À l'issue de cette première période annuelle et à chaque date anniversaire du marché (c'est-à-dire la date de la notification du marché), les prix pourront être révisés par le titulaire par application de la formule suivante :

$$P = P_o [0,15 + (0,85) \frac{(ICHT-TS)}{(ICHT-TSo)}]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé.

P_o : Prix de base du marché au mois Mo.

ICHT-TS (Indice du coût horaire du travail, tous salaires) : Dernier indice connu à chaque date anniversaire du marché (date de notification du marché), tel que publié au bulletin INSEE (www.insee.fr) ou tout autre support de parution officiellement reconnu.

ICHT-TSo : Indice de référence retenu au mois Mo, tel que figurant au bulletin INSEE ou tout autre support de parution officiellement reconnu.

Les prix ainsi obtenus seront fermes pour la période annuelle en cours, que les coefficients des indices publiés et utilisés pour la révision soient provisoires ou définitifs.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, le coefficient obtenu sera arrondi au millième supérieur. Les prix ainsi obtenus seront fermes pour toute la période annuelle concernée par la révision.

Si le titulaire souhaite faire application d'une révision des prix du marché conformément aux dispositions du présent article, **il devra adresser au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception, un courrier l'informant de son souhait de procéder à la révision des prix du marché en lui fournissant les détails et toutes les explications de ses calculs pour la révision des prix ainsi que tous les justificatifs de**

parution des indices utilisés pour la révision et en lui adressant les nouveaux tarifs ainsi révisés (c'est-à-dire la DPGF et le BPU mis à jour).

Cette révision annuelle des prix du marché ne pourra intervenir que dans une période comprise entre le mois précédent la date anniversaire de la notification du marché et le mois suivant cette date. Passé ce délai, le titulaire sera réputé renoncer à une révision des prix pour la période annuelle suivante.

Les nouveaux prix et tarifs tels que révisés deviendront opposables à l'Établissement et applicables à compter de la date anniversaire du marché, sous réserve d'avoir été préalablement adressés à l'Établissement par lettre recommandée avec accusé de réception (AR) et dans les délais et conditions susmentionnés et sous réserve de la régularité des calculs opérés par le titulaire.

6.3.2 – Ajustement des prix du catalogue du titulaire (hors BPU)

Les prix des fournitures figurant au catalogue du titulaire (en dehors des fournitures contenues dans le BPU) pourront être annuellement ajustés en fonction des variations de l'offre et des tarifs que le titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle.

Pour que tout nouveau tarif entre en vigueur, le titulaire devra, trente (30) jours calendaires avant la date anniversaire de la notification du présent marché, adresser à l'Établissement le catalogue avec les tarifs mis à jour, soit par courrier électronique, à l'adresse suivante : marchespublics@palais-portedoree.fr ; soit par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse postale suivante :

Établissement Public du Palais de la Porte Dorée
Musée national de l'histoire de l'immigration, Aquarium tropical
Service des affaires juridiques et de la commande publique
293, Avenue Daumesnil – 75012 Paris

L'Établissement disposera d'un délai maximum de sept (7) jours calendaires à compter de la réception du ou des nouveaux tarifs, pour faire connaître au titulaire ses observations ou, à défaut, son accord sur ces tarifs ajustés. Passé ce délai, le ou les nouveaux tarifs deviendront applicables à toutes les commandes ultérieures passées par l'Établissement.

Les commandes passées avant la date d'entrée en vigueur du ou des nouveaux tarifs, seront réglées aux prix fixés antérieurement à cette date.

6.4 – Clause de sauvegarde

L'Établissement se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date de révision des prix lorsque celle-ci conduit à une augmentation des prix du BPU initial du marché de plus de trois pour cent (3 %).

6.5 – Offres promotionnelles

Le titulaire sera tenu de faire connaître à l'Établissement par écrit, ou par tout autre mode de communication adapté, toutes ses offres promotionnelles, leurs conditions et leur durée de validité, à partir du moment où ces offres sont réalisées à des prix inférieurs aux tarifs du BPU et du catalogue avec application de l'éventuel taux de remise en faveur de l'Établissement.

Dans ce cas, ces offres s'intégreront automatiquement dans le périmètre du présent marché.

6.6 – Ajout d'une référence

Pendant toute la durée de validité du présent marché, le titulaire pourra à tout moment et sans préavis, ajouter de nouvelles références à son catalogue. Il transmettra à l'Établissement, par tout moyen de communication adapté, tel que mentionné à l'article 5.3.2 ci-dessus, une notification précisant les nouvelles références et leur tarif venant ainsi s'ajouter à son catalogue.

Les nouvelles références seront consignées aux tarifs publics du catalogue du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 6.3.2 ci-dessus.

6.7 – Suppression d'une référence

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à ne supprimer aucune référence des articles figurant au BPU du marché sans qu'il ne propose une nouvelle référence techniquement équivalente, de même qualité que celle proposée initialement et répondant aux critères de développement durables initialement définis.

Cette nouvelle référence devra être proposée au même tarif que celui fixé au BPU.

Pour supprimer une référence du BPU, le titulaire devra transmettre à l'Établissement sa nouvelle référence dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires précédant la suppression.

Si ce délai n'était pas respecté par le titulaire ou si une référence était supprimée du BPU sans proposition de remplacement recevable et acceptée par l'Établissement, ce dernier pourrait, par lettre recommandée avec accusé de réception, résilier le présent marché, sans préavis et sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

6.8 – Compatibilité des fournitures

En tant que de besoin, les fournitures proposées par le titulaire devront, en tout état de cause, être compatibles avec les fournitures et/ou les matériels existants au sein de l'Établissement.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES

7.1 – Passation de commandes sur BPU

Les commandes de prestations et matériels figurant au BPU du marché seront passées au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'Établissement par la passation de bons de commande.

Chaque bon de commande sera adressé par l'Établissement au titulaire par tout moyen de communication adapté (notamment par voie électronique ou par courrier postal).

Chaque bon de commande devra obligatoirement préciser :

- La référence du présent marché et de chaque éventuel avenant,
- Le numéro et la date de la commande qui vaut date de validité,
- L'identification de la direction ou du service bénéficiaire,
- La désignation précise et détaillée des prestations y compris les frais annexes,
- Les dates et heures limites d'exécution,
- Les conditions et l'adresse précise d'exécution,
- La détermination des quantités, le détail des prix hors taxe et le taux de TVA appliqué,
- Le montant total hors taxe (HT) de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Et le montant total toutes taxes comprises (TTC) de la commande.

Le titulaire sera tenu d'exécuter intégralement les commandes émises par l'Établissement, quel qu'en soit le montant, les quantités demandées et les délais fixés. Chaque commande devra faire l'objet d'une facturation séparée par bon commande émis et validé.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande aura pour point de départ sa date de notification au titulaire.

En tout état de cause, la durée d'exécution de chaque bon de commande ne pourra faire excéder la durée de validité du présent marché d'une durée de plus d'un (1) mois.

7.2 – Passation de commandes de prestations hors BPU (sur catalogue)

Des prestations complémentaires similaires non comprises dans le BPU du marché, dont l'Établissement pourrait avoir besoin, pourront faire l'objet d'une commande sur la base des tarifs du catalogue du titulaire auxquels sera appliqué l'éventuel taux de remise dont bénéficie l'Établissement mentionné au BPU du marché.

Les commandes seront passées dans les conditions définies à l'article 7.1 ci-dessus.

ARTICLE 8 : CONDITIONS, MODALITÉS ET DÉLAIS DE LIVRAISON

8.1 – Lieu de livraison

La livraison des fournitures objet du marché devra être réalisée à l'adresse indiquée ci-après :

Établissement public du Palais de la Porte Dorée (EPPPD)
Musée national de l'histoire de l'immigration, aquarium tropical
À l'attention de M. Christophe BOGAERT
293, avenue Daumesnil – 75012 Paris

Les jours et horaires de livraison sont les suivants : du lundi au vendredi de 9h à 17h.

Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison, des jours de livraison ou de la mauvaise indication des personnes désignées ci-dessus et représentant l'Établissement, restera à la charge financière exclusive du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à l'Établissement, le titulaire s'engageant à réexpédier et honorer sa livraison dans les meilleurs délais et au maximum dans les deux (2) jours calendaires suivant la date de livraison initiale et dans le respect du contenu du bon de commande initial.

8.2 – Modalités de livraison

Les livraisons (allers et retours éventuels) s'effectueront gratuitement et sous l'entière responsabilité du titulaire, à charge pour le titulaire de confirmer à l'Établissement la date et l'heure de ladite livraison (créneau horaire possible).

Chaque livraison devra être accompagnée d'un bon de livraison qui portera obligatoirement, outre ses propres références, les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire,
- La référence du présent marché et de chaque avenant éventuel,
- La référence du bon de commande,
- Le détail et les quantités des fournitures livrées,
- Le nombre de colis constitutifs de la livraison, ainsi que toutes autres précisions particulières s'y rapportant.

Le bon de livraison devra être signé par l'Établissement pour attester de la réception des fournitures. Une copie du bon de livraison devra être remise à l'Établissement lors de chaque livraison.

Sauf accord préalable et écrit de l'Établissement, les commandes ne devront en aucune façon être livrées de façon partielle.

8.3 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution de chaque bon de commande sera rappelé dans le bon de commande mais sera au maximum cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de notification au titulaire dudit bon de commande ; le titulaire pouvant procéder à la livraison avant ce délai maximum.

8.3.1 – Prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de l'Établissement ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'Établissement prolonge le délai d'exécution.

Le titulaire doit signaler à l'Établissement les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels.

8.3.2 – Expiration des délais

La livraison ayant lieu dans les locaux de l'Établissement, la date d'expiration du délai d'exécution est la date effective de livraison.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE PAIEMENT

9.1 – Modalités de facturation

Les sommes qui correspondent aux prestations commandées sur BPU et réellement exécutées par le titulaire seront acquittées par l'Établissement après constatation du service fait et sur présentation de factures établies par le titulaire.

Il en sera de même pour les sommes dues au titre de la réalisation prestations ne faisant pas partie du BPU, commandées par l'Établissement sur devis dûment accepté par ce dernier et réellement exécutées par le titulaire.

Les règlements interviendront sur présentation par le titulaire d'une facture.

Chaque facture du titulaire portera obligatoirement, outre les indications légales, les indications suivantes :

- La désignation de la personne publique contractante,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Les références (n° et date) du marché et de chaque avenant éventuel,
- Les références de la direction ou service bénéficiaire,
- Les références (n° et date) du bon de commande,
- Les désignations et les quantités des prestations réalisées,
- Les prix unitaires en vigueur à la date de la commande,
- Les montants HT des prestations et matériels,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC des prestations,
- La date et le numéro de la facture.

Les factures devront obligatoirement porter la référence du marché (n° 2024-510) et être adressées à l'Établissement de façon dématérialisée sur le portail « **CHORUS PRO** » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le numéro de SIRET de l'Établissement (N°130 002 728 00017) et le numéro d'engagement de la dépense présent sur le bon de commande ou préalablement communiqué par l'Établissement. Aucun code service n'est à saisir.

Le comptable assignataire chargé de l'exécution des recettes et des dépenses de l'Établissement est l'agent comptable de l'Établissement.

9.2 – Délai global de paiement

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique relatives au délai global de paiement, les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de

réception de la facture, sous réserve que l'Établissement ait bien attesté d'une réalisation des prestations objet de la facture conforme aux prescriptions du présent marché.

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de défaut de paiement dans le délai visé ci-dessus, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

9.3 – Acceptation du montant de la facture

L'Établissement vérifiera le montant indiqué sur la facture du titulaire et le complètera éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités à appliquer et/ou les réfections éventuelles.

Le montant définitif à régler au titulaire sera arrêté par l'Établissement. Il sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire sera réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

9.4 – Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et l'Établissement, le paiement sera effectué par virement bancaire, sur la base provisoire des sommes admises par l'Établissement, déduction faite des éventuelles pénalités dues et/ou autres réfections à déduire.

ARTICLE 10 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

Par dérogation aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG/FCS, les opérations de vérification de fournitures seront effectuées dans les conditions définies ci-après.

Et conformément aux dispositions de l'article 3.2.2 du CCAG/FCS et sauf stipulation contraire mentionnée au présent article, lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend toujours en **jours calendaires** et il expire à minuit le dernier jour du délai.

10.1 – Admission des prestations

Lors de chaque livraison, il sera procédé par l'Établissement, le jour même, à une vérification quantitative des fournitures livrées, consistant en une comparaison entre le nombre de produits reçus par rapport à ceux commandés (et mentionnés sur le bon de livraison).

La livraison sera constatée par la signature d'un double du bon de livraison.

10.2 – Autres vérifications quantitatives et qualitatives

Les autres vérifications quantitatives et qualitatives des fournitures objet du marché et leur conformité avec les dispositions du présent cahier des clauses particulières et/ou avec le bon de commande, seront effectuées par l'Établissement dans un délai maximal de vingt (20) jours ouvrés suivant la date de livraison des fournitures ou la date de réalisation des prestations par le titulaire.

Les vérifications seront effectuées par le représentant de l'Établissement seul, ou toute autre personne de l'Établissement dûment habilitée.

En cas de silence de l'Établissement après le délai de cinq (5) jours ouvrés visé ci-dessus, la livraison sera réputée conforme et la réception définitive acceptée par l'Établissement.

En cas de rejet de la livraison ou de réception des fournitures avec réserves prononcés par l'Établissement, en particulier pour non-conformité par rapport à la commande effectuée, le titulaire sera tenu de corriger ou compléter la livraison des fournitures, dans un délai maximum de cinq (5) jours, sans aucun surcoût financier pour l'Établissement.

Après la nouvelle livraison des fournitures, l'Établissement disposera d'un nouveau délai de cinq (5) jours ouvrés pour réaliser la nouvelle vérification des fournitures et prononcer leur réception définitive, selon la même procédure que celle susmentionnée pour la première livraison.

En cas de défaillances répétées dans l'exécution des prestations, la même procédure pourra se répéter mais l'Établissement se réserve également la faculté d'une part d'appliquer des pénalités financières au titulaire pour retard et non-conformité des prestations et d'autre part de prononcer sans préavis la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire si, du fait de son incapacité ou de sa défaillance, l'objectif d'obtenir les fournitures n'était pas atteint dans les délais et selon les dispositions du marché.

ARTICLE 11 : PÉNALITÉS

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

Le montant des pénalités éventuellement dues par le titulaire en cas de défaillances de sa part dans l'exécution des prestations sera soit facturé séparément au titulaire, soit déduit du montant d'une facture du titulaire.

Les différentes pénalités listées au présent article pourront être appliquées sur simple constatation par l'Établissement du retard ou de l'infraction commise, sans mise en demeure préalable de la part de l'Établissement. Ces pénalités pourront se cumuler entre elles et aucun montant plafond de celles-ci ne sera applicable.

11.1 – Pénalité pour retard de livraison et/ou non-conformité des fournitures

Lorsque le délai maximum de livraison tel que mentionné à l'article 8.2 sera dépassé, le titulaire encourra, sans mise en demeure préalable, une pénalité financière forfaitaire d'un montant de cent euros (100 €) par jour de retard constaté.

La même pénalité pourra être appliquée par l'Établissement à l'encontre du titulaire en cas de défaillance et/ou non-conformité répétées dans la livraison des fournitures commandées (telles que des fournitures livrées ne correspondant pas à celles étant commandées, des fournitures livrées en mauvais état, ou qui ne fonctionnent pas, ...), signalée par l'Établissement au titulaire lors des opérations de vérifications des prestations mentionnées à l'article 10 ci-dessus.

L'Établissement se réservera également la possibilité de résilier le marché en cas de retards et non-conformité répétés, qui sont incompatibles avec les objectifs de qualité qu'il s'est fixés.

11.2 – Autres pénalités

Le titulaire encourra également, sans mise en demeure préalable, les pénalités financières forfaitaires suivantes dans les cas visés ci-dessous :

1. Retard dans la désignation par le titulaire de son représentant (délais prévus à l'article 2 du présent CCP) : cent cinquante euros (150 €) par jour de retard constaté.
2. Non-remise des attestations d'assurance et/ou des documents fiscaux et sociaux tels que visés aux articles 14 et 17 ci-après du présent CCP : cent euros (100 €) par défaillance constatée.
3. Défaut ou retard dans la déclaration préalable d'un sous-traitant (selon les conditions fixées à l'article 15 ci-après du présent CCP) : cent cinquante euros (150 €) par jour de retard constaté.

4. Non-respect de la clause de garantie, telle que visée à l'article 13 ci-après du présent CCP : cent cinquante euros (150 €) par infraction constatée.

Pour l'application de ces pénalités, le montant de celles-ci sera soit facturé spécifiquement par l'Établissement au titulaire, soit déduit de la facture suivante établie par le titulaire.

ARTICLE 12 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

12.1 – Retenue de garantie

Le titulaire sera dispensé de constituer une retenue de garantie.

12.2 – Avance

Les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG/FCS s'appliqueront (avance, option A).

Dans la mesure où le montant d'un bon de commande dépasserait la somme de cinquante mille euros toutes taxes comprises (50 000 € TTC), une avance, telle que prévue aux dispositions des articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique, sera versée au titulaire, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Son montant en prix sera égal à cinq pour cent (5 %) ou à trente pour cent (30 %) du montant forfaitaire toutes taxes comprises si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise (PME) au sens de la commande publique.

Si une partie du marché est sous-traitée, le montant initial toutes taxes comprises du marché sera diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

ARTICLE 13 : GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG/FCS, les fournitures (matériels et mobiliers de bureau uniquement) livrées par le titulaire à l'Établissement dans le cadre du présent marché seront garanties contre tous les vices cachés à compter de leur réception, pour une durée minimale d'un (1) an.

Pendant cette période de garantie, le titulaire devra procéder à l'échange standard de toutes les fournitures présentant un défaut ou vice dans un délai maximum de sept (7) jours calendaires à compter de la demande de l'Établissement effectuée par courrier électronique signalant la défectuosité des fournitures.

En cas de non-respect de ces dispositions, l'Établissement se réserve la possibilité de résilier le présent marché dans les conditions prévues à l'article 16 ci-après et/ou d'appliquer les pénalités prévues à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire s'engage à contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Établissement (comprenant ses biens mobiliers, immobiliers et son personnel) et des tiers, victimes d'accidents et/ou de dommages, directs et indirects, matériels et corporels, causés par le titulaire et ses préposés dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire sera également seul responsable et devra assumer seul les conséquences de tout dommage causé à son personnel et à son matériel, ceux de l'Établissement ou à des tiers, du fait de l'exécution des prestations objet du marché.

À la notification du présent marché et conformément aux dispositions du règlement de la consultation, le titulaire a d'ores et déjà remis obligatoirement à l'Établissement une attestation justifiant qu'il a contracté les assurances nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'Établissement une nouvelle attestation d'assurance en vigueur si la durée de validité de l'attestation transmise initialement est inférieure à la durée du marché, de façon que l'Établissement dispose d'une attestation valide pendant toute la durée du marché. La nouvelle attestation d'assurance en vigueur devra être transmise par le titulaire à l'Établissement au plus tard dans les quinze jours calendaires suivant la date de fin de validité de l'attestation initiale.

De façon générale, pendant toute la durée d'exécution du marché, sur demande de l'Établissement, le titulaire sera tenu de lui remettre une attestation d'assurance émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la demande de l'Établissement (par courrier postal simple).

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements résultant de son exécution des prestations et ne pourra exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire aura notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles en vigueur (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il sera tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers. Il demeurera responsable de ces accidents et il sera tenu, en outre, de garantir l'Établissement de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra cependant sous-traiter que l'exécution de certaines parties de son marché.

La sous-traitance totale est interdite. Une sous-traitance partielle reste possible, mais elle ne pourra pas porter sur la prestation principale de fourniture des produits, articles ou accessoires objet du présent marché.

Le titulaire demeurera, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des stipulations du marché.

Le titulaire du présent marché qui voudrait sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations devra demander par écrit à l'Établissement d'accepter, préalablement à tout commencement d'exécution, chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par l'Établissement, ce dernier notifiera au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché devra faire connaître à l'Établissement le nom et les coordonnées (adresse électronique et téléphone) de la personne physique habilitée à représenter le ou les sous-traitant(s).

Le titulaire engagera sa responsabilité auprès de l'Établissement en cas de non-déclaration préalable à tout commencement d'exécution de prestations du ou des sous-traitants auxquels il souhaite faire appel.

Le titulaire encourra également dans ce cas une pénalité financière, telle que visée à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 16 : RÉSILIATION

16.1 – Principes et conditions de résiliation

Outre les cas prévus aux articles 38 à 43 du CCAG/FCS, le présent marché pourra être résilié, aux torts exclusifs du titulaire, en raison de défaillances du titulaire jugées incompatibles avec la bonne exécution du présent marché et en particulier :

- En cas de refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché (en particulier du présent CCP) et de mauvaises exécutions (non conformes) répétées, sauf lorsqu'elles auront été autorisées, en cas d'exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- En cas de non-respect des prescriptions contenues à l'article 6.6 du présent CCP,
- En cas de non-respect répété des délais prévus au marché,
- En cas de non-respect du délai d'échange standard des fournitures et des conditions de la garantie, telles que visées à l'article 13 ci-dessus,
- En cas de non-remise des documents établissant la situation fiscale et sociale du titulaire (conformément aux dispositions de l'article 17 du présent CCP).

Par ailleurs, le présent marché sera également résiliable par l'Établissement, à tout moment et pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire, par une décision de résiliation en respectant un délai de préavis de six (6) mois à compter de la date de la décision.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire en compensation de son éventuel préjudice.

Enfin, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail, le présent marché sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire à l'encontre du titulaire du présent marché, devra être notifié immédiatement à l'Établissement par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception comprenant les noms et coordonnées des administrateurs et liquidateurs désignés. Il devra en être de même de tout jugement ou décision de justice susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Établissement adressera alors à l'administrateur ou au liquidateur désigné une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée par l'Établissement. Ce délai d'un mois pourra être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prendra effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus. Elle n'ouvrira droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16.3 – Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché

En cas de résiliation effective du présent marché, l'Établissement pourra exiger du titulaire :

- La remise des fournitures en cours d'exécution ainsi que des matières et des objets détenus par le titulaire en vue de l'exécution du marché ;
- La remise des moyens matériels d'exécution éventuellement destinés au présent marché ;
- L'exécution des mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'Établissement en informera le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article sera appliqué aux frais du titulaire.

ARTICLE 17 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-7, R. 2343-9 et R. 3123-18 du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire s'engage à fournir à l'Établissement, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats démontrant qu'il ne rentre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics prévus au code de la commande publique et qu'il respecte l'ensemble des obligations fiscales et sociales lui étant applicables.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité financière à son encontre, conformément aux dispositions de l'article 11 du présent CCAP.

ARTICLE 18 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire par décision de l'Établissement, ce dernier se réservera le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Une exécution aux frais et risques du titulaire pourra notamment être réalisée sur décision de l'Établissement en cas de :

- Refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché (en particulier du présent CCP) ou de mauvaises exécutions (non conformes) répétées,
- Sauf lorsqu'elles auront été autorisées, exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- Non-respect répété des délais prévus au marché ou dans les bons de commande,
- En cas de non-remise des documents établissant la situation fiscale et sociale du titulaire (conformément aux dispositions de l'article 17 du présent CCP).

L'Établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du présent marché prononcée aux torts du titulaire dans les cas précisés à l'article 16 ci-dessus.

S'il n'est pas possible à l'Établissement de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au présent marché, il pourra y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ne sera pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra cependant fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'Établissement.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

ARTICLE 19 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

L'Établissement ayant reçu les labels « Diversité » et « Égalité », il accorde une importance aux questions d'égalité et de diversité professionnelles et s'est engagé dans une démarche de respect de ces valeurs.

Il souhaite en conséquence que ses cocontractants se soucient également de ces valeurs.

L'Établissement s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. L'Établissement s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, l'Établissement souhaite mobiliser ses cocontractants afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il sera demandé au titulaire de tout marché public conclu avec l'Établissement de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par l'Établissement.

Ce questionnaire ne sera exigé que du seul titulaire du marché. Il prendra la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si l'Établissement lui en fait la demande.

Celle-ci pourra intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'Établissement comparera alors la situation décrite à celle présentée initialement.

ARTICLE 20 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution du présent marché, l'Établissement et le titulaire pourront recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au présent marché, dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agira comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en auront exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable n'interrompra pas le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'Établissement sur l'avis du comité.

En cas de règlement amiable impossible, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'exécution du marché seront jugées par le Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 21 : DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 2.2.2 (Remplacement du responsable technique) du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG/FCS.

L'article 10 (vérifications) du présent CCP déroge aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

L'article 11 (Pénalités) du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 15 (Sous-traitance) du présent CCP déroge à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS.

L'article 16 (Résiliation) du présent CCP déroge aux articles 38 à 43 du CCAG/FCS.

L'article 18 (Exécution aux frais et risques du titulaire) du présent CCP déroge à l'article 45 du CCAG/FCS.

L'article 20 (Règlement des différends) du présent CCP déroge à l'article 46 du CCAG/FCS.